

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 5 décembre au 11 décembre 2024

Le candidat à la chancellerie des chrétiens-démocrates, Friedrich Merz, s'est rendu en Ukraine pour la deuxième fois depuis le début du conflit. A l'occasion de sa visite, le chef de la CDU s'est exprimé à nouveau en faveur d'une résolution rapide de la guerre en déclarant : « Si notre soutien à l'Ukraine s'affaiblit, cette guerre durera plus longtemps. Si notre soutien à l'Ukraine est constant, la guerre prendra fin plus rapidement. » Le chef de la CDU a réitéré sa proposition d'un groupe de contact européen. Sur la livraison des missiles « Taurus », Merz a déclaré que Zelensky « connaît [leur] position » tout en indiquant qu'il faut permettre à l'Ukraine d'atteindre des bases militaires en Russie. Zelensky, quant à lui, avait demandé des garanties de sécurité et la livraison des missiles Taurus.

Markus Söder, chef de la CSU, a annoncé son veto à une éventuelle coalition entre la CDU/CSU et les Verts au lendemain des élections fédérales de 2025. Söder est convaincu que l'Allemagne a besoin de plus qu'un changement de gouvernement pour aller de l'avant. Selon lui, il faut un changement de cap et, à cet égard, une éventuelle coalition noire-verte n'est pas la bonne perspective. Lorsqu'on lui demande dans un podcast (Politico Berlin Playbook) si elle pourrait s'imaginer une coalition avec M. Söder, la présidente des Verts Franziska Brantner répond : « Entre démocrates, je n'exclus rien du tout ».

L'Office fédéral pour l'immigration et les réfugiés (BAMF) stoppe pour l'instant toutes les décisions concernant les demandes d'asile des Syriens en raison de la situation incertaine après la chute du régime Assad. Sont concernées toutes les demandes pour lesquelles la situation en Syrie est déterminante. Actuellement, cela représente plus de 47 000 demandes d'asile de Syriens, dont 46 081 premières demandes. Depuis des années, la Syrie compte parmi les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile en Allemagne. La réglementation ne s'applique pas à la procédure dite de Dublin, dans laquelle un autre pays de l'UE est responsable de la procédure d'asile.

Le syndicat allemand IG Metall menace de poursuivre ses grèves en 2025 si aucun accord n'est trouvé lors des négociations collectives avec le constructeur automobile allemand Volkswagen. Le géant allemand a récemment exigé des réductions de salaire allant jusqu'à 10 % et menace de fermer des usines pour réduire les surcapacités. La présidente du comité d'entreprise a réaffirmé aux travailleurs, qui ont à nouveau fait grève lundi, qu'elle n'autoriserait pas de licenciements massifs ou de fermetures d'usines sous son mandat. Le syndicat est prêt à faire des compromis, mais pour cela, il faut des innovations, des qualifications et de nouveaux modèles. Selon le syndicat, la direction de Volkswagen et ses mauvaises décisions ont conduit le groupe à la situation actuelle.

Dans le Land de Brandebourg, le nouveau gouvernement régional est formé par les sociaux-démocrates du SPD et l'alliance de gauche Sarah Wagenknecht (BSW), qui participe pour la première fois à un gouvernement régional depuis sa fondation en septembre 2023. La signature du contrat de coalition, qui devrait déterminer le travail du gouvernement régional pour les cinq prochaines années, intervient trois mois après les élections. Un sujet délicat : le préambule du contrat contient également une formulation controversée sur une solution diplomatique à la guerre en Ukraine, attribuée au BSW. Ce paragraphe contient toutefois un engagement en faveur de l'armée allemande, que le SPD a défendu. D'autre part, le ministre-président de Brandebourg sera Dietmar Woidke, déjà au pouvoir dans la région autour de Berlin depuis 2013.

En Thuringe aussi, une nouvelle coalition inédite va être formée : Les sociaux-démocrates de la SPD ont approuvé la « coalition des mûres » entre la CDU, le BSW et le SPD. Au vu de cette décision, le Landtag pourra procéder à l'élection du nouveau ministre-président le jeudi 12 décembre. Tout porte à croire que le chef du groupe parlementaire des chrétiens-démocrates, Mario Voigt, sera élu à la tête du gouvernement. Cependant, la nouvelle coalition ne disposant pas de la majorité absolue avec ses 44 sièges sur 88 au Parlement, il sera nécessaire d'obtenir le soutien d'un autre parti, soit l'AfD, d'extrême droite, soit Die Linke, un parti de gauche, avec lequel la CDU ne peut pas former de coalition en raison d'une décision d'incompatibilité au niveau fédéral, pour permettre l'élection de Mario Voigt.



PARLEMENT PARTIS PERSONNES

Depuis la fin de la coalition « feu tricolore » au mois de novembre, **les dons aux partis allemands ont fortement augmenté**. De tous les partis représentés au Bundestag, c'est la CDU qui a reçu le plus de dons. Rien qu'en novembre, le parti a reçu des dons à hauteur de 1,952 million d'euros – dont de nombreux dons importants de plus de 35 000 €. Le parti européen Volt a reçu le don individuel le plus important d'une valeur de 1 million d'euros. Ce parti n'est pas membre du Bundestag allemand.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

248,1

En 2025, il y aura en moyenne 0,7 jour de travail en moins dans toute l'Allemagne qu'en 2024, selon l'Office fédéral des statistiques. La raison principale de ce recul est la fin de l'année bissextile, qui supprime le jour ouvrable supplémentaire du 29 février. De plus, les jours fériés et les fêtes comme le réveillon de Noël et du Nouvel An tombent moins souvent le week-end. Avec 248,1 jours ouvrables, 2025 atteint son niveau le plus bas depuis 2019. Le nombre réduit de jours de travail a également un impact sur l'économie. Selon l'Office fédéral des statistiques, un jour de travail perdu correspond à peu près à une baisse du produit intérieur brut (PIB) d'environ 0,1 point de pourcentage.